

30 janvier 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours du Président de la République à la communauté de défense en Suède.

Majesté,  
Monsieur le Premier ministre,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames et Messieurs les officiers et élèves officiers,  
Mesdames et Messieurs, chers amis,

Tout a déjà été dit, et parfaitement par Votre Majesté et par Monsieur le Premier ministre. Je ne souhaite donc pas répéter et je m'efforcerai d'être bref et direct, peut-être beaucoup plus sur la situation en Ukraine. Et je suggère de répondre à vos questions et d'avoir ensuite une session plus interactive.

Mais j'ai très souvent rappelé la nécessité d'avoir une Europe plus souveraine et c'était, pour de nombreuses personnes, une espèce de mystère de paradoxe que de parler de la souveraineté en se référant à l'Europe. Et de fait, j'insiste sur cette notion. Que signifie-t-elle ? Avoir plus d'autonomie et décider de la coopération que nous voulons bâtir, mais sans dépendre d'autrui pour ce qui est fondamental pour nous. Cette souveraineté est aujourd'hui plus forte qu'il y a quelques années. Et, par bonheur, l'agression de la Russie contre l'Ukraine a fait partie du point de déclenchement vers plus de souveraineté en Europe.

Nous avons effectivement amélioré la souveraineté et nous la bâtissons ensemble. Et avec le partenariat - monsieur le Premier ministre, vous avez parfaitement fait référence à ce document - de notre industrie de défense à notre énergie nucléaire, notre recherche, etc., nous bâtissons une coopération plus solide, au service d'une Europe plus forte et plus souveraine. Mais très clairement, nous avons aujourd'hui une Europe beaucoup plus souveraine. Nous sommes prêts à concevoir et à mener ensemble des opérations à l'étranger. C'est ce que nous faisons en mer Rouge aujourd'hui, c'est ce que nous avons fait ensemble en Afrique grâce à Takuba. Nous avons conçu une défense bien plus européenne, l'Initiative européenne d'intervention qui a créé plus d'intimité entre nos armées - et vous avez rejoint cette initiative et c'est autour d'un tel cadre que nous avons travaillé ensemble en Afrique. Nous avons constitué un fonds européen de la défense ; nous avons constitué - vous y avez fait référence - une facilité européenne pour la paix, qui est un grand succès et qui était entièrement nouvelle, pour fournir des équipements et des financements à des tiers tels que l'Ukraine. Quelques semaines seulement après le début de cette guerre, nous avons conçu un programme commun pour la souveraineté. Nous l'avons appelé « le programme d'action de Versailles ». Nous sommes tous ensemble pour réduire nos dépendances stratégiques.

Mais dans la technologie, l'énergie, la défense, les capacités économiques, nous avons décidé précisément de travailler ensemble en étroite collaboration, pour avoir davantage de réponses européennes. Nous avons clairement commencé à inverser des décennies de réduction des dépenses militaires. Nous avons commencé après la Crimée en 2014 et nous avons accéléré ces deux dernières années. Et, dans l'ensemble, nous dépensons de plus en plus d'argent, nous mettons en place des capacités et des projets communs entre Européens. Et votre décision d'adhérer à l'OTAN s'inscrit dans ce réveil stratégique. Et je veux réaffirmer ici notre soutien total et vous féliciter sur le fait que cette décision est absolument cruciale, d'avoir un membre aussi important qui rejoint notre alliance aujourd'hui.

En plus, nous avons réagi très rapidement, tout de suite après l'agression. Nous avons mis des sanctions tous ensemble, nous avons préservé notre unité en tant qu'Européens et nous avons réussi à envoyer des financements de soutien à l'Ukraine au cours des deux années écoulées. En parallèle, nous avons mis notre industrie de défense sur le pied de guerre, nous avons augmenté les taux d'attrition, nous avons rouvert des lignes de production, passé de nouvelles commandes et réduit les contraintes administratives pesant sur notre industrie pour produire beaucoup plus, et beaucoup plus vite. Et nous avons eu la chance d'avoir un partenaire, les États-Unis, très impliqué auprès de nous tous.

Ce ne sont que quelques remarques pour souligner combien nous étions plus forts et plus souverains de manière générale. Et toutes ces décisions fondamentales n'allaient pas de soi pour beaucoup de gens il y a deux ou trois ans. Donc, clairement, les deux dernières années se sont caractérisées, après l'agression de la Russie, par ce mouvement stratégique et par toutes ces réactions. Cela dit, la guerre en Ukraine sera un effort de long terme et il est clair que c'est maintenant une épreuve, un moment décisif pour nous tous. Vous avez tous deux mentionné l'importance du défi, et je veux insister sur le fait que, même si nous pouvons être très fiers des décisions récentes et des actions que nous avons faites, je suis fermement convaincu que nous devons faire beaucoup plus.

Premièrement, nous devons être prêts à agir, à défendre et à soutenir l'Ukraine quoi qu'il arrive, et quelle que soit la décision des États-Unis. Je pense que nous avons beaucoup de chance d'avoir un tel partenaire, un tel allié. Mais, très clairement, nous devons être lucides sur le fait que l'Ukraine fait partie du continent européen. Et, quoi que décident les États-Unis, nous devons prendre la bonne décision, courageuse, d'aider l'Ukraine et le peuple ukrainien.

Et nous devons suivre la ligne de la stratégie actuelle, qu'il est impossible pour nous tous de voir la Russie gagner cette guerre, car il n'y a plus aucun cadre ni architecture de sécurité sur notre continent s'il y a une victoire russe. Quel est l'avenir de notre flanc oriental, quel est l'avenir de l'Europe tout entière, quel est l'avenir du Caucase, quel est l'avenir de l'Asie centrale si le résultat d'une telle implication internationale est la victoire de la Russie ? Donc, le coût, le coût réel, d'une victoire de la Russie à court et à long terme est trop élevé pour nous tous. C'est pourquoi la réponse raisonnable consiste à nous placer dans une situation de soutien à l'Ukraine, cette année et les années à venir. Quoi qu'il en coûte, et à tout prix, ce soutien devra prendre la forme d'armes et de munitions, de programmes de formation et de tout ce dont ils auront besoin pour résister à l'agression russe et se placer - je veux dire les Ukrainiens - en situation de négocier une paix durable, c'est-à-dire une paix décidée par les Ukrainiens, et une paix qui respecte l'ordre international et les règles internationales. C'est pourquoi, quoi que nous ayons décidé et fait, clairement, nous devons, au cours des prochains mois, accélérer et intensifier notre effort. En termes de production, soyons clairs, et peut-être en termes de nature, cela sollicitera de nombreuses décisions nationales.

Cela sollicitera une décision européenne claire et nous ferons le suivi jeudi avec nos chers collègues de Bruxelles. Cela sollicitera peut-être une réponse innovante et je veux rendre hommage à notre collègue Kaja KALLAS, qui propose une décision très audacieuse pour la stratégie de notre industrie de défense pour avoir une sorte d'approche de subvention afin de collecter plus d'argent pour financer cet effort. Je veux dire que je suis prêt à prendre toute cette décision adaptée et à bâtir le consensus, mais très clairement, nous devons prendre une décision supplémentaire et nous devons nous adapter aussi à une production plus importante. Soyons clairs, même si nous faisons beaucoup d'efforts pour produire davantage et plus vite, si nous nous comparons à l'effort russe aujourd'hui, ce n'est pas à l'échelle et ce n'est pas la bonne vitesse. Ils ont réussi à réadapter totalement leur système, nous devons donc réagir et même surréagir pour nous aligner aux côtés des Ukrainiens. En parallèle, je crois que nous devons clairement suivre le renforcement de cet effort, le renforcement de la production, être prêts à prendre une décision nationale et européenne et à préempter toute décision américaine de ne pas être dépendant d'un changement quel qu'il soit.

En parallèle, je voudrais insister sur quelques points essentiels pour moi à l'avenir. Cela nous guidera vers le renforcement de notre défense européenne. J'ai insisté plusieurs fois sur cette question. La défense européenne ne remplace pas l'OTAN, elle est encore plus importante aujourd'hui pour vous qu'elle ne l'était hier, mais c'est clairement un pilier essentiel de l'OTAN. C'est notre manière de prendre notre part équitable et c'est une nécessité parce que nous parlons de notre propre voisinage. Donc, en plus de tout cela, suivons le renforcement de cette défense européenne, c'est-à-dire que nous avons besoin de plus d'innovation, de plus de programmes communs et d'une intimité opérationnelle plus claire. Ce que nous avons commencé avec l'Initiative européenne d'intervention doit être renforcé et approfondi durant les mois et les années à venir pour avoir une approche opérationnelle beaucoup plus européenne et l'interopérabilité reposant sur l'expérience de l'OTAN est un atout. Nous devons également faire la même chose avec les programmes communs. Je crois que notre partenariat commun nous permettra de faire beaucoup plus ensemble et avec notre industrie de défense, nous devons faire le suivi.

Troisièmement, nous devons suivre et livrer notre programme d'action de Versailles, c'est-à-dire que nous avons besoin de beaucoup plus de souveraineté et d'autonomie pour notre énergie, nos technologies et notre capacité de produire. Et je crois que l'une des sonnettes d'alarme que nous ne devons pas oublier, c'est que pendant des années, nous avons cru que commercer et échanger de l'énergie avec la Russie était la meilleure manière d'empêcher la guerre. C'était une erreur ; c'était la meilleure manière de souffrir d'une guerre et de souffrir d'une décision unilatérale. Nous ne devons donc pas reproduire cette approche. Donc, diversifions notre relation, mais refusons de dépendre de quelqu'un d'autre. Lorsque nous parlons de notre énergie, nous devons produire notre énergie à faible émission de carbone. Plus de renouvelable, plus de nucléaire, plus d'efficacité. Des solutions européennes. C'est une partie de notre bouquet pour assurer la sécurité à long terme. Lorsque nous parlons de notre technologie, de notre intelligence artificielle, etc., c'est formidable d'avoir un super partenaire, mais nous voulons choisir et concevoir notre avenir. Alors, travaillons dur pour préserver les solutions européennes et les innovations européennes. Lorsque nous parlons de l'espace, et nous avons tous deux cet avantage d'avoir la capacité de lancer des satellites et des lanceurs avec nos bases, préservons l'accès européen à cet espace. C'est la décision que nous avons prise à Séville. Et Ariane 6 est à venir. Mais plus encore, tout l'éventail de l'innovation, de l'innovation civile et de défense, est absolument essentiel pour cette guerre et les années à venir.

Mon dernier point concerne la manière de gérer nos voisins et de définir notre propre architecture. Je crois qu'une partie de ce qui se passe en Ukraine est dû au fait que, probablement, nous étions, en tant qu'Européens, en situation de minorité géopolitique. Nous n'étions pas et nous ne nous sommes pas mis en situation de décider pour notre propre territoire. Tous les traités ont été décidés par l'ex-URSS et les États-Unis. Tout ce qui concernait notre territoire était décidé par les grands patrons dans la pièce, pas par les Européens eux-mêmes. Et il semble que nous étions tout à fait satisfaits de cette situation. Je crois que nous devons en faire partie pour décider par nous-mêmes lorsqu'il s'agit de la Facilité européenne pour la paix, lorsqu'il s'agit de déploiements, lorsqu'il s'agit de maîtrise des armements, aujourd'hui et demain. Lorsqu'il s'agit de concevoir notre architecture de sécurité, c'est à nous de décider. Et cela doit être conçu durant cette période de guerre. Et c'est pourquoi notre implication en faveur des Ukrainiens n'est pas seulement pour qu'ils empêchent toute victoire de la Russie, mais c'est aussi pour que nous soyons autour de la table pour décider de notre avenir, car l'Ukraine fait partie de notre avenir, puisqu'elle fait partie de notre continent. Il n'y a pas d'avenir pour nous et nos enfants si nous ne sommes pas en mesure de bâtir la nouvelle architecture de sécurité, de maîtrise des armements et de voisinage de l'ensemble de la région. Mais c'est à nous de décider par nous-mêmes et non de le déléguer aux grandes puissances, même si ce sont de très bons alliés, parce qu'ils vivent de l'autre côté de l'océan. C'est probablement plus simple. Et je crois que c'est très important en ce moment d'avoir à l'esprit que c'est en raison de notre implication actuelle que nous pouvons nous mettre en situation d'empêcher toute victoire de la Russie. Mais nous serons aussi légitimes d'en faire partie, de définir et de concevoir cette future architecture, qui est absolument essentielle. L'OTAN en fera partie. Mais l'OTAN ne doit pas avoir l'exclusivité de cette architecture. Et en tant qu'Européens, nous devons clairement faire partie d'une telle nouvelle architecture.

Et je parle en tant que partenaire fidèle, puissance militaire avec une solide capacité expéditionnaire et État doté d'armes nucléaires dont les intérêts vitaux ont une dimension européenne. Et nous avons proposé un dialogue spécifique sur cela. Et pour moi, il est important de réitérer ce point ici, devant vous. Je veux vous remercier pour l'occasion de vous faire part de ces quelques remarques. Mais laissez-moi vous dire combien nous respectons votre pays, vos forces armées, votre engagement et l'amitié que vous aviez et la qualité de la coopération que nous avons durant ces quelques années. Et permettez-moi de réaffirmer ici notre soutien à votre projet actuel, mais également à votre projet à l'avenir. Et chaque fois, ce sera difficile. Soyez certains que vous pourrez compter sur la France. Merci.

Animateur

Monsieur le Président, merci beaucoup pour votre fort message d'amitié et d'unité, votre message de détermination, une Europe plus souveraine dotée de capacités autonomes pour défendre ses propres intérêts, mais aussi le courage de prendre les bonnes décisions, notamment en ce qui concerne l'Ukraine. Merci beaucoup. J'ai le plaisir de vous annoncer qu'il nous reste quelques minutes pour des questions, et je suis sûr que vous, élèves officiers et étudiants, êtes désireux d'en apprendre plus. Alors, prenez un micro, présentez-vous et restez brefs dans vos questions. Je vous en prie.

Intervenante

Monsieur le Président, Je représente le programme des officiers. Ma question concerne ce que Sa Majesté mentionnait au sujet des perspectives à long terme. Pendant la période qui reste de votre mandat de Président, quelles mesures, quelles relations ou quels processus considérez-vous comme des facteurs essentiels à mettre en œuvre ou obtenir pour forger et préserver une relation fructueuse à long terme entre la France et la Suède, sur le plan de la coopération militaire, des initiatives européennes d'intervention ou de la coopération militaro-industrielle ? Je vous remercie.

Emmanuel Macron

Je vous remercie. Écoutez, je pense que nous avons, comme je l'ai mentionné, considérablement amélioré notre coopération au cours de ces dernières années. Vous l'avez évoqué dans votre question : nous avons lancé l'Initiative européenne d'intervention, et je crois que nous avons maintenant dix pays, ou même douze, qui en font partie. Et vous avez décidé de nous rejoindre, et cela nous a autorisés à bâtir une coopération et des opérations conjointes.

En plus, vous avez un modèle très solide en matière de production, nous avons un modèle très solide en matière de production, et c'est précisément à cause de ce contexte bien particulier que nous commençons à créer des ponts et des programmes conjoints. Des équipements aux armes, aux missiles et aux munitions, nous travaillons maintenant en étroite collaboration pour créer des capacités conjointes pour nos armées et celles de nos bons amis et partenaires. Donc je pense, au vu de ce qui existe aujourd'hui, de ce que nous avons réussi à faire ces dernières années, de ce que nous sommes en train de faire en Europe, et du fait que votre pays vient de décider d'adhérer à l'OTAN et améliorera l'interopérabilité avec les autres armées, je pense qu'au cours des années à venir, nous avons beaucoup de moyens d'améliorer la relation et d'améliorer concrètement le partenariat entre nos armées.

Premièrement, avec des programmes communs supplémentaires, et peut-être par l'adhésion de votre pays aux programmes conjoints existant en Europe. Nous avons de grandes capacités de création, de nombreuses innovations, je pense que ce sera formidable.

Et je ne veux pas l'exclure - nous n'avons pas beaucoup discuté de ce nouvel aspect - mais l'espace et le cyberspace sont clairement deux secteurs conflictuels pour l'avenir, où nous aurons beaucoup à faire en commun.

Parallèlement, j'espère que nous aurons l'occasion d'utiliser cette interopérabilité, mais aussi cette intimité en matière d'intervention, d'avoir une intervention commune sur le terrain, un programme commun de formation, un programme de sécurité, afin précisément d'ancrer ce lien.

Et troisièmement, je pense que ce que nous sommes en train de créer, avec ces nouvelles installations, nous autorisera à créer d'autres projets entièrement nouveaux, et je crois fermement en la capacité à développer à la fois nos capacités et des projets opérationnels ensemble. C'est notamment ce que nous avons fait avec les Belges, avec le projet CaMo : c'est un modèle complet, et c'est probablement l'un des modèles que nous pouvons développer et déployer avec votre armée et votre gouvernement.

Intervenant

Monsieur le Président, je représente le programme des officiers. La France dispose de forces navales compétentes et puissantes. C'est en outre le seul pays de l'Union européenne disposant d'une force nucléaire indépendante. La France se sent-elle responsable de la protection et du maintien de la sécurité et de l'unité européennes, concernant la mise en place d'un nouveau passage dans l'océan Arctique et son influence géopolitique potentielle ?

Emmanuel Macron

Oui, assurément. Pas de manière à provoquer une escalade, mais en nous tenant aux côtés de nos alliés et de nos partenaires européens, afin de préserver la liberté, la souveraineté et les libertés essentielles qui devraient être garanties par notre droit international. Donc nous ressentons cette responsabilité très particulière.

Parallèlement - je l'ai réitéré à la fin de mon discours, j'étais très clair, il y a quelques années - pour nous, une partie de nos intérêts vitaux - ce que nous concevons et définissons comme nos intérêts vitaux - a une dimension européenne, ce qui nous donne une responsabilité particulière, compte tenu précisément de ce dont nous disposons et de notre capacité de dissuasion. Il faut dire les choses clairement.

Intervenante

Merci. Monsieur le Président, je fais partie du programme des officiers supérieurs. Vous avez beaucoup parlé de collaboration, et j'ai une question à ce sujet. Je souhaiterais que vous précisiez votre position en ce qui concerne la sécurité dans la région de la mer Baltique et un éventuel renforcement de la présence de l'OTAN dans cette région. Et, sur ce même thème, quel est le point de vue de la France concernant la coopération entre la France et les pays riverains de la mer Baltique d'une manière générale, et entre la France et la Suède en particulier ? Je vous remercie.

Emmanuel Macron

Nous sommes très désireux d'avoir plus de coopération. Et je pense que vous avez perçu dans la session officielle que nous avons eue ensemble. Nos experts ont très justement insisté sur le fait que votre pays est perçu comme un fournisseur de sécurité pour l'ensemble de la région, au fait, et qu'il fait partie de ceux qui fournissent des solutions de sécurité à toute la région.

Il est clair que la sécurité et la stabilité de la mer Baltique seront en jeu ou, du moins, qu'il s'agira d'une géographie où nous serons collectivement mis à l'épreuve. Et j'ai mentionné le fait que, si nous prenons les nouvelles zones conflictuelles, nous nous concentrons tous sur une guerre continentale en Ukraine mais nous ne devons pas oublier que l'espace maritime, l'espace et le cyberspace seront probablement trois domaines critiques. Et si nous prenons la Russie, ils surexploiteront l'hybridité et multiplieront les domaines de confrontation pour ne pas être piégés dans une approche unique et dans une guerre territoriale et continentale.

Ainsi, nous sommes tout à fait prêts à avoir ce type de coopération, et d'ailleurs, celle-ci ne dépendra pas de l'OTAN : elle pourrait être encadrée et conçue et, je dirais, un objet et une coopération de « percée » nécessaires. Mais nous sommes déjà largement impliqués dans ce genre de coopération. Nous avons lancé une coopération de facto avec la Roumanie quelques jours après le début de la guerre. Nous avons une présence historique existante avec un grand nombre d'États du flanc Est, terrestre ou par notre présence aérienne, et nous participons déjà évidemment à de nombreux exercices en mer Méditerranée, dans l'océan Atlantique, et nous sommes prêts à participer à des initiatives et à des opérations en mer Baltique avec vous afin d'envoyer des signaux stratégiques ou d'avoir une intervention très concrète.

C'est exactement ce que nous faisons en ce moment-même avec certains de nos acteurs clés en mer Rouge, dans un contexte différent. Nous parlons moins aujourd'hui de ce qui se passe à Gaza et en Israël mais l'une des conséquences, comme vous le savez, ce sont les attaques terroristes des houthistes. Et nous avons décidé d'assurer une présence défensive et de préserver la liberté de navigation dans cette région par cette présence.

Aussi, pour être très clair et direct avec vous, nous sommes prêts, et nous serons très heureux et honorés de participer à ce genre d'exercice ou à ce genre d'opération en mer Baltique.

Animateur

Malheureusement, il est temps de mettre fin à cette session. Veuillez-vous joindre à moi pour remercier Sa Majesté, le Premier ministre, et surtout notre invité d'honneur, le Président Emmanuel Macron, qui nous a non seulement transmis un message important de force, mais qui a également pris le temps de répondre à un certain nombre de questions très difficiles posées par nos étudiants. Merci beaucoup.

Emmanuel Macron

Je vous remercie.